

barrières commerciales et le règlement des différends bilatéraux. L'approche pourrait s'inspirer de l'entente de Québec.

Enfin, nous pourrions tenter de négocier avec les États-Unis un accord global qui comprendrait la plus large part de nos échanges bilatéraux.

Ce sont là nos quatre options. Chacune a ses avantages et ses inconvénients. Aucune n'est parfaite, aucune n'est entièrement sans risque, et nous n'avons porté aucun jugement préalable sur celle qui serait la meilleure pour le Canada. Mais cette phase du processus de consultation tire à sa fin; après avoir parlé aux gouvernements de nos dix provinces, j'espère être en mesure de présenter mes recommandations préliminaires au Cabinet pendant le mois prochain. Il serait prématuré de vous dire dans quel sens nous allons, mais je peux vous affirmer une chose. Presque tous ceux que j'ai rencontrés dans mes déplacements ont reconnu qu'il nous faut faire quelque chose d'important pour maintenir notre accès au marché américain, et que nous ferions bien de nous atteler sans tarder à la tâche.

Quelle que soit l'option retenue, je crois que nous trouverons des interlocuteurs réceptifs aux États-Unis. Nos homologues américains nous ont dit, et je n'ai certainement aucune raison d'en douter, qu'ils sont aussi intéressés que nous à renforcer notre relation commerciale. Et qu'ils aimeraient agir le plus tôt possible pour la renforcer. J'ai espoir que nous pourrions commencer les négociations avant la fin de l'année.

Permettez-moi de faire une dernière observation. À deux reprises pendant ce siècle, le Canada et les États-Unis en sont presque venus à une entente sur la libéralisation de leurs échanges. Une élection canadienne en 1911 a sabordé le premier effort - et renversé le gouvernement pour l'avoir fait. Le Premier ministre Mackenzie King a jeté un sort au deuxième effort en 1948, supposément après avoir entendu les esprits.

Mais cette fois, c'est différent. Nous ne parlons plus aux esprits. Et nous ne parlons pas non plus dans le vide. Notre Premier ministre et notre gouvernement sont résolument engagés à donner un sens et une substance à cette nouvelle ère de nos relations, et les Canadiens nous appuient. Mon message est donc que nous sommes très sérieux en affaires.